

Compte-rendu rencontre avec le Chef de cabinet du Président de la République

Ce mardi 16 juin après-midi, plusieurs représentants de l'Union Départementale Force-Ouvrière du Rhône ont rencontré le chef de cabinet d'Emmanuel MACRON à l'occasion de la visite de celui-ci dans le Rhône.

Nous avons principalement utilisé le temps consacré (environ 40 minutes) à rappeler les revendications et à mettre en garde l'exécutif contre la tentation d'utiliser la dette publique comme prétexte à poursuivre et à renforcer les désastreuses politiques d'austérité menées depuis trop longtemps.

Nous avons rappelé les revendications générales des fonctionnaires Force Ouvrière et en particulier celles des agents de la DGFIP.

La crise sanitaire n'est pas terminée que déjà le monde d'après s'annonce comme celui d'avant... en pire. Nous avons donc dénoncé le passage en force du gouvernement depuis le début juin pour imposer l'application de la loi scélérate dite **loi DUSSOPT** (Détachement d'office, généralisation du contrat, suppression des CAP et CHSCT). En la matière, la volonté d'imposer les « accords collectifs » dans le champ du statut signe la volonté de s'inscrire dans l'après-statut.

Revendication : **abrogation de cette loi anti-républicaine ainsi que des différentes contre réformes sectorielles. Nous avons en particulier vivement dénoncé l'irresponsable projet NRP à la DGFIP qui vise à fermer toutes les trésoreries de France à l'heure où le travail de celles-ci a été qualifié d'essentiel par le PCA !**

Nous avons dénoncé avec vigueur l'intolérable gel du point d'indice en prenant appui sur les exigences des hospitaliers : pas de prime mais du salaire pour tous ! En une décennie, plus de 10 % ont été perdus par rapport à l'inflation, hors augmentation de la retenue pour pension.

Revendication : **rattrapage de la valeur du point et indexation sur l'inflation.**

Mais aussi arrêt immédiat des suppressions d'emplois pour permettre le retour à des services régaliens de l'Etat et des services publics pleinement en situation de remplir leurs missions au service de la souveraineté nationale si souvent invoquée par le chef de l'Etat...

Enfin, nous avons **mis en garde l'exécutif contre l'instrumentalisation de la dette pour justifier de ne pas donner droit aux légitimes revendications des fonctionnaires.**

A ce sujet nous avons appelé l'Etat à restaurer son accès direct aux financements et à la monnaie à l'image du « circuit du Trésor » utilisé pendant les trente glorieuses pour financer l'investissement public, le service public et ainsi en finir avec le ruineux asservissement aux « marchés financiers ».

Les réponses de M. LAUCH n'ont rien apporté sur l'essentiel sauf à reconnaître à mi-mots que supprimer les CHSCT dans les circonstances actuelles méritait d'être réfléchi et que le dogme de la non augmentation tombait même si nous avons bien compris qu'il ne devrait tomber que pour les hospitaliers. Les propos de chef de l'Etat devant la nation étaient donc bien mensongers.

La **FGF-FO**, organisation majoritaire, ne transigera jamais sur la valeur du point d'indice et son nécessaire rattrapage au regard de l'inflation, seul gage de reconnaissance du travail effectué par les fonctionnaires.

Lyon le 18 juin 2020